

est autant d'ajouté à la richesse nationale, puisque nulle partie n'en est empruntée aux ressources naturelles du pays et que grâce à un bon système de culture, cette production peut se continuer à jamais. Si l'on ajoute au chiffre que je viens d'énoncer les \$200,000,000 ou \$300,000,000 que représentent les autres produits agricoles, on constatera que le Canada est redevable aux cultivateurs d'une production dont la valeur se chiffre à près d'un billion. Cela, paraît-il, n'a pas empêché certain membre du cabinet d'aller tout récemment engager les gens à ne pas élire de cultivateurs à la Chambre des communes, et combattre un candidat parce que, n'étant pas avocat rector, il n'était pas capable de représenter ses commettants.

Je considère que nous avons droit de demander compte au Gouvernement de pareilles allégations. Si le Gouvernement ne se soucie pas de voir des cultivateurs en cette enceinte parlementaire, c'est que ces derniers, depuis longtemps habitués à pratiquer l'économie, ils seraient, à leur arrivée, tout étonnés, comme je le fus moi-même, de constater le gaspillage qui se pratique à divers égards, et pourraient aller mettre les autres cultivateurs au fait de ce qui se passe, chose qui ne serait pas très agréable au Gouvernement. Je ne puis concevoir d'autre raison.

Quant à la question de l'industrie lainière que l'honorable député (M. Law) a discutée si minutieusement, je crois que, s'il avait recherché les bienfaits que cette industrie a répandus sur d'autres pays et s'il s'était rendu compte de l'encouragement qu'elle a reçu ailleurs, mon collègue aurait compris que le Canada ferait bien de ne pas la négliger entièrement.

L'autre jour, dans son exposé budgétaire, le ministre des Finances a déclaré que l'Etat a payé, en 9 ans, \$13,009,000 à titre de subventions à l'industrie du fer et de l'acier. Celle-ci n'est pas une industrie naturelle du pays; cependant on l'a favorisée et on a dépensé des millions pris sur les fonds prélevés sur les travailleurs canadiens, tandis que l'industrie lainière, qui a été plus avantageuse que toute autre dans tous les pays de l'univers et qui n'a rien coûté au Canada, a été paralysée pour ainsi dire et supprimée.

Trois choses sont essentielles pour fonder une nation, principalement sous un climat comme le nôtre—la nourriture, le combustible et le vêtement. Je suis bien aise de pouvoir dire que nous sommes en état de pourvoir à notre nourriture, et j'espère qu'avant peu nous pourrions nourrir tout l'empire britannique. Quant au combustible, nous en avons en abondance; nous avons des charbonnages qui sont presque inépuisables. Rien ne nous empêche de vêtir le peuple, mais les députés de la droite semblent croire que cette industrie n'a aucune importance.

En 1899, il y avait 270 fabriques au Canada; en 1908, il n'en restait que 197. Or, je demanderai aux membres du ministère: Pouvons-nous tolérer un tel état de choses, lorsque le remède est à notre portée? D'après le recensement de 1905 aux Etats-Unis, les capitaux placés dans l'industrie textile s'élevaient à \$1,343,324,605, et la valeur de la production annuelle se chiffrait par \$1,215,036,109. L'industrie lainière, qui est l'une des divisions de l'industrie textile, employait \$477,000,000 et la valeur de sa production annuelle s'élevait à \$517,000,000. Selon moi, il y a lieu d'examiner ces chiffres. Lorsque nous considérons les grands établissements manufacturiers des Etats-Unis, nous constatons que la production et la fabrication des substances alimentaires exigent plus de capitaux qu'il n'en faut à l'industrie textile. Nous constatons aussi que la fabrication du fer et de l'acier demande une mise de fonds plus considérable que celle de l'industrie lainière. Mais si vous tenez compte de la main-d'œuvre qu'exige la fabrication des vêtements aux Etats-Unis, vous vous apercevrez que cette dernière industrie occupe plus d'ouvriers que l'industrie du fer et de l'acier et celle des substances alimentaires réunies. Je prétends que, pour juger de la valeur d'une grande industrie pour un pays, il faut considérer le nombre des ouvriers auxquels elle procure du travail. D'après ce principe, tous les membres de la Chambre devront admettre que l'industrie lainière l'emporte de beaucoup sur les autres.

Tournons maintenant nos regards vers la Grande-Bretagne. L'industrie textile anglaise représente une mise de fonds de \$1,250,000,000. C'est la plus grande industrie d'exportation du pays, et elle emploie, directement ou indirectement, environ 5,000,000 de personnes. Je voudrais que la députation tienne exactement compte de ces profits. L'industrie textile de la Grande-Bretagne donne du travail à près du dixième de la population entière, d'après la statistique de l'an dernier. Les tissus représentent la moitié du total des exportations anglaises. L'industrie lainière consomme 657,000,000 de livres de laine dont 100,000,000 de livres sont produites dans le pays.

On nous a dit que le Canada ne pouvait pas produire de laine et qu'il nous fallait nous occuper d'autre chose. Cependant, nous constatons qu'en Angleterre on réussit à élever des moutons sur des terres dont le prix est élevé et à récolter assez de laine pour en fournir 100,000,000 de livres à la consommation domestique, et en exporter, de plus, 31,000,000 de livres.

M. LOW: L'honorable député désire-t-il que le Canada adopte le tarif de la Grande-Bretagne sur les lainages?

M. SEXSMITH: Je traiterai ce sujet plus loin. Je me crois en mesure de démontrer